

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 357 / Février 2022

TENDANCES CONJONCTURELLES

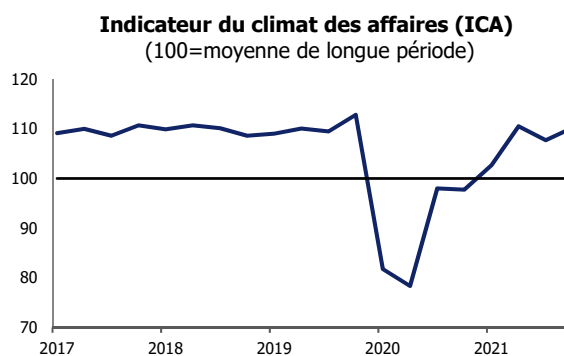
4^{ÈME} TRIMESTRE 2021

Une confiance qui perdure au quatrième trimestre

Au dernier trimestre 2021, l'Indicateur du Climat des Affaires (ICA) atteint 110,2, soit 10 points au-dessus de sa moyenne de longue période. La confiance des entreprises devrait se maintenir dans les mois à venir.

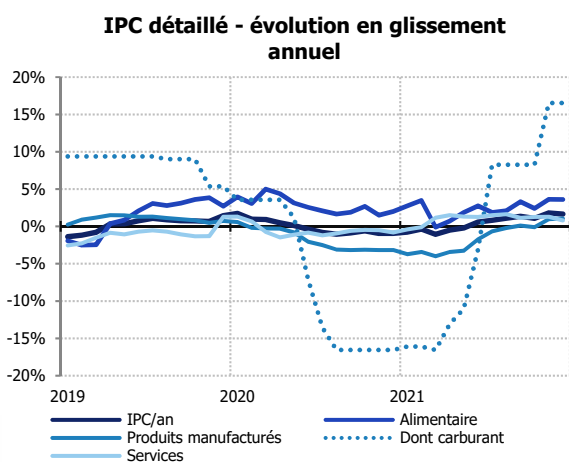
L'ICA progresse de 2,5 points, reflétant notamment le renforcement de l'activité et des effectifs des entreprises sur le trimestre passé. Environ deux tiers des entreprises indiquent une progression de leur chiffre d'affaires par rapport au trimestre précédent ainsi que par rapport à la même période de l'année 2020.

Pour les trois prochains mois, les chefs d'entreprises voient leur activité et leur trésorerie s'améliorer, et anticipent une hausse significative de leurs prix de vente consécutive à la revalorisation du coût des intrants.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

La hausse des prix s'intensifie



Après +1,4 % en septembre dernier, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 1,7 % en glissement annuel en décembre 2021.

Cette hausse annuelle relève principalement de celle des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+3,9 %), des transports (+4,3 %), notamment des carburants pour les véhicules personnels (+16,3 %), et des services d'hôtellerie et restauration (+7,8 %).

Elle est néanmoins amortie en partie par le recul des prix des communications (-24,2 %) et des articles d'habillement (-8,7 %).

Alors que l'index général du BTP, incorporant les charges et matériaux de construction du secteur, connaît une augmentation de 6,5 % en glissement

annuel en décembre, les chefs d'entreprise du secteur indiquent une hausse de leurs prix de vente pour le trimestre passé et prévoient que cette évolution se poursuive au premier trimestre 2022.

Tous secteurs confondus, 80 % des entreprises interrogées témoignent avoir subi une hausse des prix de leurs intrants ou de leurs marchandises depuis le début de l'année 2021. Cette hausse est parfois très significative : supérieure à 15 % pour 3 entreprises sur 10. La majorité des entreprises prévoit de répercuter partiellement ou totalement ces coûts additionnels (8 entreprises sur 10 en moyenne).

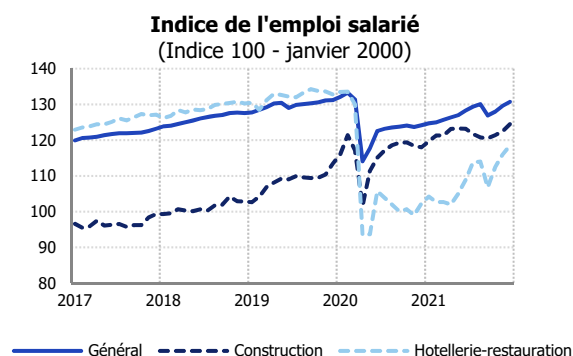
L'inflation moyenne annuelle observée en 2021 en Polynésie française s'établit à +0,5 % par rapport 2020, soit une progression inférieure à celle de l'Hexagone (+1,6 %).

Le marché du travail reprend des couleurs au dernier trimestre 2021

D'après les dernières statistiques disponibles, les effectifs salariés déclarés à la CPS pour le mois de septembre 2021 sont en progression annuelle de 1,9 % (65 500 contre 64 300 en septembre 2020). Cependant les effectifs n'ont pas encore retrouvé leur niveau de pré-crise Covid-19, en février 2020, où les effectifs salariés étaient de 66 700.

Le rythme de croissance de l'indice de l'emploi salarié du secteur marchand s'accroît en décembre, +5,2 % en glissement annuel, après +2,3 % en septembre dernier. Il est néanmoins légèrement inférieur à décembre 2019 (-0,3 %).

L'hôtellerie-restauration, très impactée par la Covid-19 en 2020, enregistre +15,8 %, elle reste cependant à un niveau en deçà de décembre 2019 (-10,8 %). La construction et le commerce progressent de respectivement +5,5 % et +4,5 %, soit des niveaux supérieurs à ceux de décembre 2019 en glissement annuel (+9,7 % pour la construction et +4,4 % pour le commerce).

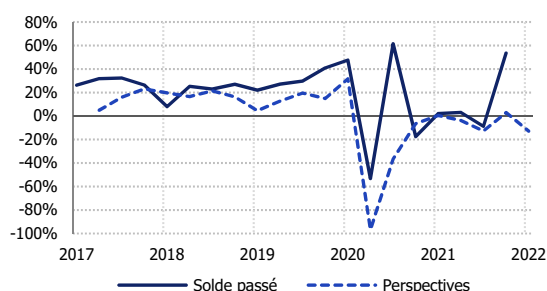


Sources : CPS, ISPF

Incertitudes pour la consommation des ménages

Soldes d'opinion du commerce - activité

(centrés sur leur moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

Les commerçants inclus dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEOM estiment que leur courant d'affaires a été satisfaisant au quatrième trimestre, mais qu'il pourrait se dégrader dans les premiers mois de 2022. Considérant les hausses de prix au niveau mondial (énergie et transport), ils anticipent un accroissement de leurs prix de vente.

Les importations de biens de consommation hors alimentation sont en hausse par rapport au dernier trimestre 2020 (+6,8 %, en valeur). Il en va de même pour le nombre de nouvelles immatriculations de véhicules particuliers neufs (+0,7 %).

L'investissement soutenu par les ménages

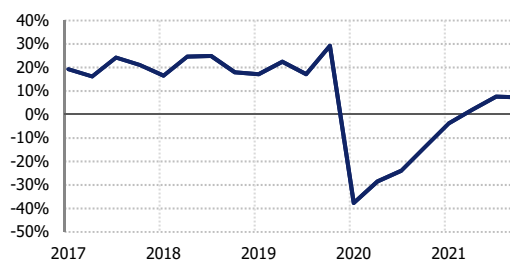
Dans la lignée du troisième trimestre 2021, les entreprises interrogées par l'IEOM semblent encore incertaines quant à leurs prévisions d'investissement, toujours inférieures à leur niveau pré-Covid-19.

La production de crédits à l'équipement des entreprises s'élève à 6,81 Mds F CFP pour le dernier trimestre 2021, en hausse de +2,1 % en glissement annuel (6,67 Mds F CFP en 2020) mais en baisse de -37,5 % en 2019 (10,9 Mds F CFP au quatrième trimestre 2019).

Les particuliers continuent d'investir dans l'immobilier comme le montre la progression de la production de crédits à l'habitat qui s'élève à 9,85 Mds F CFP pour le dernier trimestre 2021, contre 9,74 Mds F CFP en 2020 à la même période, soit + 1,1 % en glissement annuel.

Prévisions d'investissement des entreprises à 1 an

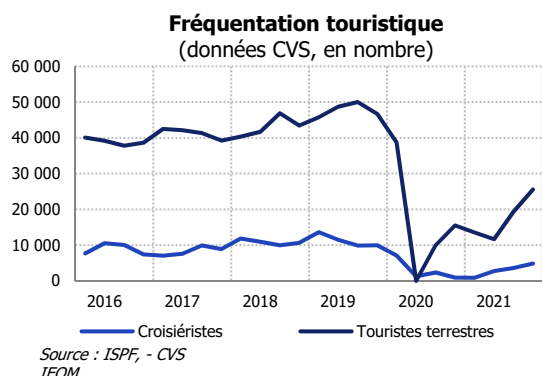
(centrées sur leur moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

Un trimestre bien orienté pour le tourisme, l'industrie agroalimentaire et la pêche

Le tourisme retrouve un niveau supérieur à 2020



Après le confinement du trimestre précédent, la Polynésie française constate une augmentation de sa fréquentation touristique de 35,6 % au dernier trimestre 2021 (en données CVS). Après une année 2020 en net retrait, le bilan de la fréquentation touristique en 2021 est encourageant. Au total, près de 83 000 touristes ont foulé le sol de la Polynésie française contre 77 000 en 2020, soit +7,2 % (mais -65,1 % par rapport à 2019). Le nombre de nuitées de l'année est lui aussi plus élevé qu'en 2020 (+23,4 %) mais encore une fois bien inférieur à celui de 2019 (-55 %). On peut aussi noter l'allongement des durées moyennes de séjours touristiques qui passent de 14,9 jours en 2019 à 18,2 jours en 2020 pour atteindre 20,9 jours en 2021. Les

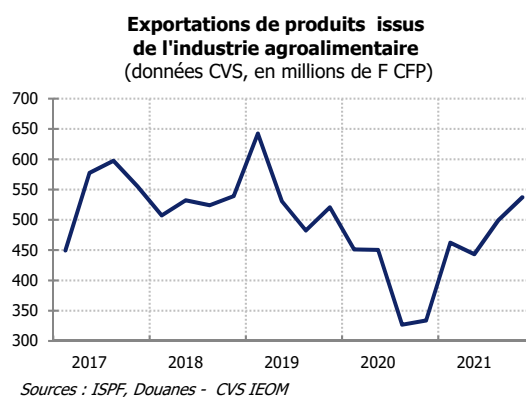
visiteurs internationaux proviennent toujours majoritairement des États-Unis et de l'Hexagone.

L'hôtellerie polynésienne parvient à faire progresser son coefficient moyen de remplissage de 0,7 point, se chiffrant à 44,9 % pour l'année 2021 contre 44,2 % en 2020, en raison du rebond du dernier trimestre. L'arrivée du variant Omicron atténue cependant la confiance des professionnels du secteur, moins optimistes quant aux perspectives d'activité pour le trimestre à venir.

Un secteur secondaire hétérogène

Selon les professionnels du secteur de l'industrie, le niveau d'activité du dernier trimestre 2021 était en baisse par rapport au trimestre précédent. Les effectifs sont restés relativement stables et les prix sont pour leur part à la hausse. Le courant d'affaires devrait s'améliorer pour les mois à venir. Les prix de vente seraient prompts à augmenter, reflétant la tendance générale de tous les secteurs de l'économie.

Les filières agroalimentaires tournées vers l'export enregistrent une forte hausse de leurs ventes par rapport au dernier trimestre 2020 en glissement annuel (+43 %, en données brutes), retrouvant même un niveau légèrement supérieur à celui de 2019 pour la même période (+3,6 %, en données brutes).



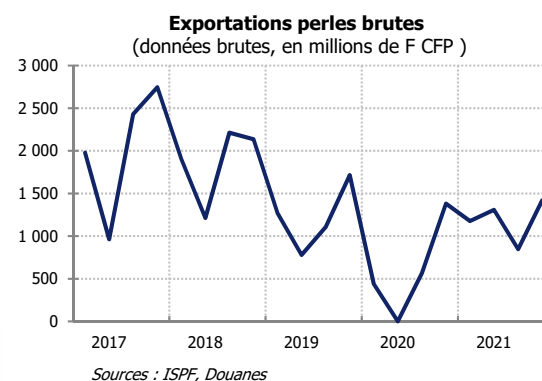
La situation dans le secteur du BTP est quant à elle stable au quatrième trimestre 2021, dans une situation générale de hausse des prix et de baisse des effectifs.

Secteur primaire : un bilan en demi-teinte

Dans l'ensemble, les exploitations du secteur primaire ont noté une baisse de l'activité lors du dernier trimestre 2021 et ne s'attendent à aucune amélioration de la situation pour le premier trimestre 2022.

Dans le secteur de la perle, la valeur globale des exportations progresse de 3 % en glissement annuel, malgré une baisse du volume (-56 %)¹.

Les recettes à l'export de la pêche poursuivent leur progression ; le quatrième trimestre 2021 est exceptionnel, avec 547 tonnes de poissons exportées pour un montant de 667 millions de F CFP (soit +130 % par rapport au dernier trimestre 2020 et +32 % par rapport au dernier trimestre 2019, en données brutes).



¹ La suspension du droit spécifique sur les perles exportées (DSPE) entre août 2020 et avril 2021 avait entraîné un déstockage massif de perles de moindre qualité.

Les exportations de vanille sont quant à elles en nette augmentation par rapport au dernier trimestre de 2020, atteignant plus de 230 millions de F CFP, soit + 147 % pour un volume total de 4,7 tonnes. L'année 2021 apparaît comme un retour à la normale après une année 2020 où les exportations avaient baissé de moitié.

LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES MONDIALES ONT ETE REVUES A LA BAISSÉ

Selon les estimations publiées par le FMI en janvier 2022, **l'économie mondiale** a enregistré une croissance de 5,9 % en 2021, soit un niveau conforme à ce qui avait été anticipé en octobre. En revanche, les prévisions pour 2022 ont été nettement révisées à la baisse (-0,5 point) suite à la propagation rapide d'un nouveau variant de la Covid-19 et à une inflation plus élevée et plus généralisée que prévu. Sur l'année, le FMI table désormais sur une croissance mondiale de 4,4 %.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a retrouvé de la vigueur au quatrième trimestre 2021, s'élevant à 1,7 % en rythme trimestriel, après une hausse de 0,6 % au trimestre précédent. La reconstitution des stocks des entreprises au cours de la période a largement contribué à cette évolution. Sur l'ensemble de l'année 2021, le PIB a crû de 5,6 % selon le FMI. L'institution anticipe une progression de 4,0 % en 2022, soit une révision à la baisse de 1,2 point par rapport aux prévisions d'octobre. L'abandon probable du plan de relance budgétaire, le retrait anticipé des mesures d'accompagnement monétaire et la persistance de pénuries d'approvisionnement sont autant de facteurs qui ont contribué à cette révision.

Dans la zone euro, le PIB a augmenté de 0,3 % au quatrième trimestre, après une progression de 2,3 % au troisième trimestre. Le taux de chômage a continué de baisser pour s'établir à 7,0 % à fin décembre contre 8,2 % un an plus tôt. A l'inverse, le taux d'inflation atteint 5,0 % à fin décembre, poussé par la hausse des prix de l'énergie. Une telle augmentation n'avait jamais été enregistrée depuis la création d'Eurostat en 1997. Sur l'ensemble de l'année, la croissance de la zone a atteint 5,2 % selon le FMI. Elle pourrait s'élever à 3,9 % en 2022, soit une révision à la baisse de 0,4 point par rapport aux dernières estimations.

La France a vu son PIB croître de 0,7 % au quatrième trimestre, soit un rythme plus modéré qu'au trimestre précédent (+3,1 %). Les échanges extérieurs, toujours en phase de rattrapage, progressent plus vite que la demande intérieure : les importations et les exportations augmentent respectivement de 3,6 % et de 3,2 % tandis que les dépenses de consommation des ménages enregistrent une hausse de 0,4 %, sensiblement identique à celle de l'investissement (+0,5 %). L'INSEE estime qu'en moyenne le PIB a augmenté de 7,0 % sur 2021 et la Banque de France anticipe une croissance de +3,6 % en 2022.

Au Japon, le PIB a retrouvé une dynamique positive. Après un recul de 3,7 % au troisième trimestre, le PIB a ainsi enregistré un accroissement de 1,7 % sur le dernier trimestre 2021. Cette évolution s'explique principalement par la hausse de la consommation

des ménages (+2,8 %) qui a profité d'une nette amélioration de la situation sanitaire. Sur l'ensemble de l'année, le PIB a progressé de 1,7 %. Il devrait croître de 3,3 % en 2022 selon les estimations du FMI.

Enfin, les pays émergents et en développement ont vu leur PIB augmenter de 6,5 % en 2021 avec d'importantes disparités entre les pays : le PIB de **l'Inde** et de la **Chine** a progressé de respectivement 9,0 % et 8,1 % sur l'année tandis que le **Brsil** et la **Russie** ont enregistré une hausse moins marquée (respectivement +4,7 % et +4,5 %). En 2022, le FMI prévoit une progression du PIB de 4,8 % dans ce groupe de pays.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 15 février 2022.

UNE REPRISE FRAGILE DANS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

Au 4^e trimestre, le rebond des pays de la **zone Asie-Pacifique** est fragilisé par les tensions inflationnistes (et les craintes de resserrement monétaire associées), et l'arrivée du variant Omicron (confinement aux Tonga, Zhejiang et Xi'an en Chine).

La croissance **chinoise** progresse de 8,1 % sur l'année 2021 (le taux le plus élevé depuis 10 ans), grâce notamment à des exportations dynamiques. Même si la production industrielle a rebondi en fin d'année (+4,3 % en glissement annuel au mois de décembre), l'économie montre des signes de ralentissement (la croissance du PIB au 4^e trimestre s'établit à +4 % en rythme annuel) avec une demande interne moins robuste, une crise immobilière qui s'aggrave, et des perturbations dans le transport maritime et dans certaines zones de production touchées par le variant Omicron (certaines ayant été confinées). Des mesures d'assouplissement monétaire sont attendues en 2022.

L'Indonésie voit la croissance de son économie accélérer en fin d'année 2021 (+5 % au 4^e trimestre en glissement annuel, contre 3,5 % au trimestre précédent). Les taux directeurs sont restés inchangés (à 3,5 %). La hausse du cours des matières premières favorise les exportations et l'excédent commercial. Toutefois, les perspectives sont impactées par l'interdiction temporaire d'exportation de charbon (du fait d'un besoin interne), la montée de l'inflation et l'arrivée du variant Omicron.

L'économie **australienne** reste bien orientée, avec notamment une croissance de l'emploi et une baisse du taux de chômage (à 4,2 % en décembre). Les pressions sur les prix s'accroissent (+3,5 % d'inflation en glissement annuel) du fait des hausses importantes des prix de logement neufs (+7,5 %) et du carburant (+33,3 %) mais la banque centrale maintient ses taux directeurs inchangés. Le pays rouvre ses frontières progressivement (fin février avec la Nouvelle-Calédonie).

La **Nouvelle-Zélande** adoucit progressivement ses restrictions sanitaires (80 % de la population est vaccinée). Son économie est en surchauffe et les pressions inflationnistes se font plus prégnantes (+5,9 % en glissement annuel, sa plus forte augmentation pour une année civile depuis 1990). Le taux de chômage est de nouveau en baisse (à 3,2 % en glissement trimestriel). Dans ce contexte, la Reserve Bank of New Zealand a augmenté ses taux directeurs à 0,75 % (+0,25 point) en novembre.

Aux **îles Fidji**, l'inflation annuelle en décembre 2021 est de 3 %, poussée par la hausse des prix de carburants et des matières premières, ainsi que des problèmes d'approvisionnement et ceux liés aux catastrophes naturelles. La Reserve Bank of Fiji prévoit un emballement de l'inflation au trimestre prochain, notamment sur les prix des fruits et légumes locaux, la récolte ayant été affectée par les inondations provoquées par le cyclone Cody.

Sources : FMI, OCDE, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, National Bureau of Statistics of China, Bank Indonesia, Direction générale du Trésor